

LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Du Commerce, de la Finance, de l'Industrie, de la Propriété Foncière et des Assurances

VOL. XV

MONTREAL, VENDREDI 12 OCTOBRE, 1894

No 6

ÇA ET LA

C'est une fausse économie que de ne pas payer convenablement ses employés. C'est une grande faute, aussi, que de les laisser entourés de tentations de mal faire. Le devoir du patron, devoir de conscience et devoir envers ses commis, et son intérêt bien entendu sont de payer chacun de ses commis proportionnellement aux services qu'il rend. Celui qui refuse d'augmenter un bon employé, parce que, si celui-là s'en va, il peut en trouver dix autres pour le même prix, mérite que ses employés tiennent de leur côté le raisonnement correspondant : "Mon patron ne me paie que tant par mois, ou par semaine, je ne veux lui donner que pour la valeur de son argent."

Lorsque vous trouverez une maison où les patrons et les commis tiennent respectivement les raisonnements qui précèdent, vous ne serez pas étonné de voir son nom figurer un jour sur la liste des faillites.

Nous désirons attirer l'attention du département des chemins de la ville de Montréal, sur l'absence d'un grand nombre de croisements de rues, de plaques indiquant le nom de la rue. Les plaques des rues avaient été renouvelées et de nouvelles plaques en fonte émaillée avaient été placées à tous les coins de rue, un an ou deux avant qu'il vint à l'idée du comité de faire peindre le nom des rues sur les vitres des becs de gaz. Partout où le bec de gaz fut ainsi orné d'inscriptions indicatrices, les plaques furent enlevées, ou bien elles ne furent pas renouvelées :

Lorsque le mode d'éclairage fut changé et que l'électricité eût remplacé le gaz, les becs de gaz devenant inutiles furent enlevés avec leurs inscriptions ; mais personne n'a songé depuis à remettre les plaques indicatrices, de sorte qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'intersections de rues, et cela sur les grandes voies de la ville, où l'étranger ne

peut trouver le nom de la rue qu'il cherche.

Nos échevins auront-ils le temps d'y penser ?

Les brillants succès remportés par les Japonais sur les Chinois paraissent avoir eu raison de l'opinion où l'on était que la Chine finirait, à la longue, par écraser son ennemi, dont la population n'est qu'un vingtième à peu près de la population chinoise. Dès lors, les grandes puissances occidentales se réveillent. La France au Tonquin, la Russie en Sibérie, sont voisines de la Chine ; l'Angleterre à une colonie, Hong-Kong, à deux pas de la côte chinoise. Ces trois puissances ont, d'ailleurs, de grands intérêts commerciaux en Chine même. Il ne faut donc pas s'étonner que, en prévision d'une dissolution possible du Céleste Empire, elles tiennent à avoir chacune une puissante flotte dans ces parages, pour revendiquer la part de dépouilles qui conviendra le mieux à chacune.

Qu'une guerre européenne sorte d'un conflit soulevé à propos de ce partage, cela n'est guère probable ; c'est même à peine possible, dans l'état actuel de l'opinion publique en Europe. La Chine n'est pas une proie facile à avaler, même pour l'Angleterre, à qui l'empire des Indes peut donner un avant goût de ce que coûterait l'administration d'une si lourde conquête. Si la Chine doit être démembrée, il y aura de bons morceaux pour tout le monde ; par conséquent, on n'aura pas à se quereller pour avoir sa part. Si l'on veut la conserver intégralement, nous ne croyons pas non plus qu'aucune des puissances intéressées s'y oppose.

Un personnage important parmi les ouvriers, et l'un des plus intelligents de sa classe, nous demandait un jour s'il n'y aurait pas moyen d'empêcher les banques de prendre plus de 6 p.c. d'escompte sur les billets. Nous lui avons répondu que le capital était, plus que toute autre marchandise, sujet à la loi de l'offre

et de la demande ; que dans les pays où les capitaux sont en excès des besoins de l'industrie et du commerce, le capital ne rapporte que peu d'intérêt, tandis que dans les pays neufs où l'industrie et le commerce sont constamment en progrès, le capital se loue plus cher, même si, à un moment donné, il se trouvait, par exception, que l'offre excède la demande.

Le seul moyen donc, de faire baisser le taux de l'escompte, serait d'augmenter considérablement notre approvisionnement de capital. Une mesure à prendre pour cela, serait de mettre une taxe sur les placements de nos banques à l'étranger. Nos banques ont en ce moment \$20,000,000 placées aux Etats-Unis, où elles ne rapportent guère que 1 à 2 p.c. Cependant on exporte ces fonds afin de pouvoir maintenir ici l'escompte à 7 p.c., de même que les compagnies de coton exportent leur surplus de stock en Chine, sans bénéfice, afin de ne pas être obligées de baisser leurs prix aux Canada.

Mais il faut se rendre compte de l'effet qu'aurait l'abaissement du taux des avances des banques sur le reste de la société. Il nécessiterait la baisse de l'intérêt sur les épargnes qu'on leur remet en dépôt ; il abaisserait les loyers, comme aussi les salaires et, en fin de compte, personne n'y gagnerait grand chose.

L'EMPRUNT PROVINCIAL

La question de l'emprunt provincial de \$4,000,000, que nous avons traitée au point de vue exclusivement financier, est devenue, pour nos confrères quotidiens, une question nationale. Le patriotisme est une chose sublime, quand il est à sa place. Nos compatriotes font sonner bien haut leur patriotisme, le jour de la St-Jean-Baptiste, comme il convient le jour de la fête nationale. Le reste de l'année, il leur arrive trop souvent de mettre du patriotisme dans les affaires, où il ne doit tenir qu'un rang secondaire, et d'oublier leur patriotisme dans les questions politiques où il devrait